



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°47 – 21 au 27 novembre 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : La Banque centrale rehausse son taux directeur de 0,75 point à 7,0%
- **Afrique du Sud** : L'inflation repart à la hausse au mois d'octobre
- **Afrique du Sud** : Le Royaume-Uni s'engage à soutenir la transition bas-carbone en Afrique du Sud
- **Afrique du Sud** : Transnet envisage d'augmenter les tarifs de fret sur les marchandises de grandes valeurs
- **Afrique du Sud** : L'indice de confiance RMB/BER se dégrade au quatrième trimestre
- **Afrique du Sud** : Le secteur minier va développer plus de 6 500 MW de renouvelable
- **Afrique du Sud** : S&P's Global Rating évalue la dette extérieure de long terme à BB- et la dette domestique à BB, maintenant une perspective positive
- **Afrique du Sud** : La compagnie aérienne South African Airways (SAA) a encore besoin de liquidités
- **Afrique du Sud** : Retour sur la 25ème édition de l'Africa Tech Festival
- **Botswana** : Jindal Steel & Power construira une centrale à charbon de 300 MW
- **Malawi** : Le FMI approuve un programme de financement d'urgence de 88,3 M USD
- **Mozambique** : Le pays entre dans le club restreint des exportateurs de gaz naturel liquéfié (GNL)
- **Namibie** : Chute de la valeur boursière de ReconAfrica
- **Zambie** : La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,0%

Zoom sur... les récentes évolutions du JSE

Entre le 24 octobre et le 24 novembre, l'indice *All Share* de la Bourse de Johannesburg (JSE) a bondi de 12,5 %, le ralentissement de l'inflation aux États-Unis et la perspective d'une politique monétaire plus accommodante de la FED ayant suscité un regain d'intérêt pour les marchés à risque. Cette hausse soudaine du JSE à son plus haut niveau depuis six mois intervient au moment même où le Rand connaît une phase d'appréciation significative (+8% par rapport au dollar au cours des trois dernières semaines). Depuis mars 2022, l'indice a néanmoins perdu 6,1% de sa valeur. Il se caractérise ainsi avant tout par une forte volatilité, liée aux incertitudes qui entourent l'économie sud-africaine.

JSE All Share Index (ALSI)



📍 Afrique du Sud

La Banque centrale rehausse son taux directeur de 0,75 point à 7,0%

Lors de son comité de politique monétaire du 24 novembre, la Banque centrale sud-africaine (SARB) a décidé de relever son taux directeur de 0,75 points à 7,0%. Il s'agit de la septième hausse consécutive depuis novembre 2021 (soit +3,5 points au total), portant le taux directeur à son plus haut niveau depuis 2017. La décision, prise à trois voix contre deux (en faveur d'une hausse moins marquée de 0,5 point), s'inscrit dans un contexte global de durcissement des politiques monétaires – la FED ayant procédé à une augmentation similaire au début du mois. La SARB justifie sa décision par le niveau élevé de l'inflation (+7,6% au mois d'octobre en glissement annuel, et +6,7% anticipés sur l'ensemble de l'année), qui s'inscrit durablement au-dessus de sa fourchette cible (3 à 6%), ainsi que par le ralentissement de la demande mondiale lié à la guerre en Ukraine et une baisse plus importante que prévu des cours des matières premières. Selon la banque centrale, l'ensemble de ces facteurs devrait contribuer à une détérioration de la balance commerciale et peser sur l'économie sur le moyen-long terme. La SARB a ainsi revu à la baisse ses perspectives de croissance pour l'Afrique du Sud pour 2022 (1,8% au lieu de 1,9%) et 2023 (1,1% au lieu de 1,4%).

L'inflation repart à la hausse au mois d'octobre

Selon l'agence nationale de statistiques, l'indice des prix à la consommation a atteint 7,6% sur un an au mois d'octobre – après 7,5% au mois de septembre. L'inflation repart donc à la hausse après trois mois de modération, à la surprise des observateurs, qui anticipaient majoritairement une poursuite du ralentissement à 7,4%. Les postes qui ont le plus contribué à l'augmentation des prix sont « les transports » (+17,1% soit une contribution positive de 2,5 points), « les denrées alimentaires » (+12,0% soit +2,1 points) ainsi que « le logement, l'eau et l'électricité » (+4,3% soit +1,1 point). L'indice des prix à la production a par ailleurs progressé de 16,0% sur un an en octobre,

en baisse de 0,3 point par rapport au mois de septembre. Parmi les principaux postes contributeurs à la hausse des prix, figure en premier lieu les « produits pétrochimiques » (+31,8% soit une contribution positive de 8,0 points) suivi des « produits alimentaires » (+11,4% soit +2,9 points) et des « équipements informatiques et autres machines » (+11,6% soit +1,7 point).

Le Royaume-Uni s'engage à soutenir la transition bas-carbone en Afrique du Sud

Lors de la visite d'Etat du Président Ramaphosa à Londres, le premier ministre britannique Rishi Sunak s'est engagé à soutenir le développement de l'hydrogène vert et l'exploitation durable des minerais en Afrique du Sud. Le gouvernement britannique a annoncé des investissements en matière d'infrastructure et le financement d'assistance technique dans le cadre du « UK-South Africa Infrastructure Partnership ». *Hive Energy* a annoncé vouloir investir 5,8 Mds EUR pour la construction d'une usine d'ammoniac vert. Un partenariat a aussi été signé entre les Universités de Teesside (UK) et de Stellenbosch, axé sur le partage des bonnes pratiques en matière d'hydrogène. Les deux pays ont lancé un nouveau partenariat bilatéral « *Minerals for Future Clean Energy Technologies* » qui promeut l'exploration, la production et le traitement durables des minerais en Afrique australe. Ces partenariats ouvrent la voie à de nouvelles opportunités pour les entreprises britanniques. Le Royaume-Uni s'intéresse aux terres rares et minerais dans le but de développer sa filière d'hydrogène vert et de stockage par batterie.

Transnet envisage d'augmenter les tarifs de fret sur les marchandises de grandes valeurs

L'opérateur portuaire et ferroviaire public annonce vouloir adapter ses tarifs de fret ferroviaire à la valeur des marchandises transportées plutôt qu'à leur poids. La réforme pourrait être une source de revenus supplémentaires pour le groupe, mais cette hausse tarifaire pourrait avoir des conséquences

importantes sur les grands secteurs économiques comme l'agriculture, dont les exportations ont atteint un niveau record de 11,9 Mds EUR en 2021. Par cette réforme, Transnet cherche à augmenter ses revenus, l'entreprise n'ayant pas été en mesure d'atteindre ses objectifs cette année, enregistrant des pertes de près de 3 Mds ZAR (169 M EUR) sur l'exploitation des transports de conteneurs. A noter que le gouvernement soutient l'entreprise en difficulté, notamment suite aux intempéries qui ont ravagés ses infrastructures. Transnet s'est vu allouer 5,8 Mds ZAR (325 M EUR), dont la moitié sera utilisée pour réparer les infrastructures endommagées par les inondations et l'autre moitié pour réparer et entretenir les locomotives de fret.

L'indice de confiance RMB/BER se dégrade au quatrième trimestre

Au quatrième trimestre, l'indice de confiance des entreprises RMB/BER s'est à nouveau dégradé pour atteindre 38 points. Il demeure donc, pour le sixième trimestre consécutif, sous la barre des 50 points, signe d'une perception négative du climat des affaires par les entreprises. Cette mauvaise performance s'explique par des facteurs externes (baisse de la demande mondiale et hausse des pressions inflationnistes) mais également internes (recrudescence des délestages électriques et grève de deux semaines chez Transnet en septembre). A noter toutefois que l'indice de confiance demeure relativement stable par rapport au trimestre précédent (-1 point seulement), ce qui démontre une certaine résilience de la part des acteurs économiques.

Le secteur minier va développer plus de 6 500 MW de renouvelable

Le Minerals Council South Africa a annoncé que 29 sociétés membres avaient demandé des licences pour 89 projets d'autogénération. Ces 89 projets, représentant 100 Mds ZAR (5,8 Mds USD) d'investissements, constituent la majorité des demandes de licences adressées à Nersa par le secteur privé dans le pays, qui s'élèvent au total à 8000 MW. Les investissements sont en grande partie dirigés vers la construction de parcs photovoltaïques et éoliens, associés à des systèmes de stockage par batterie. A ce stade les

projets menés par les mines visent à répondre à leur propre consommation mais le surplus pourrait à terme être mis sur le réseau.

S&P's Global Rating évalue la dette extérieure de long terme à BB- et la dette domestique à BB, maintenant une perspective positive

Vendredi 18 novembre, l'agence de notation S&P a publié sa notation de la dette souveraine sud-africaine, la maintenant à BB-, soit trois niveaux en dessous de la catégorie « investissement ». Si la dette extérieure reste dans la catégorie « spéculative », S&P's note que les politiques économiques et fiscales menées par le pays devraient améliorer la trajectoire de la dette sur le moyen terme. La note est tirée vers le haut par la profondeur et la liquidité du marché, qui peut absorber les besoins de financement du gouvernement, par la flexibilité de la monnaie, ainsi que par les revenus fiscaux en hausse par rapport aux prévisions du budget initial, partiellement affectés à la réduction de la dette (à 69% du PIB). Le ralentissement de l'économie mondiale menace toutefois les perspectives de croissance. Parallèlement, les discussions syndicales portant sur l'augmentation des fonctionnaires, la hausse des prestations sociales ainsi que les déboires d'Eskom font peser un risque sur les futures dépenses du gouvernement. Pour rappel, Eskom présente aujourd'hui une dette de 392 Mds de Rands, en partie garantie par l'Etat, qui s'est engagé à une reprise partielle de celle-ci (entre un-tiers et deux-tiers) lors de la présentation du budget de mi-parcours 2022/2023. En réponse à la notation de S&P's, le Trésor sud-africain a réaffirmé la priorité de moyen-terme du gouvernement d'améliorer ses comptes publics en comblant le déficit budgétaire, en stabilisant la dette et augmentant les dépenses (infrastructures, sécurité) qui stimulent la croissance.

La compagnie aérienne South African Airways (SAA) a encore besoin de liquidités

Bien que l'entreprise soit sortie de sa procédure de sauvegarde en septembre 2021, elle reste

néanmoins vulnérable et a besoin de plus d'apport financiers extérieurs pour se maintenir. Pour rappel, SAA, dont la dette était devenue insoutenable en 2019, avait entamé une procédure de sauvegarde jusqu'en 2021. Un financement de 10,3 Mds ZAR (580 M EUR) de la part du gouvernement lui avait été octroyé. Le ministre des Entreprises Publiques Pravin Gordhan a comparu devant le Comité permanent des comptes publics (Scopa) pour discuter de l'avenir de SAA, notamment après l'annonce de la cession de 51% de la compagnie aérienne publique au consortium Takatso. Bien que l'entreprise ait eu des résultats satisfaisants en 2022, la Scopa a affirmé que SAA avait besoin d'apports financiers extérieurs et de 3 Mds ZAR (170 M EUR) de fonds de roulements, qui ne pouvaient pas être uniquement financés par les autorités publiques. Le gouvernement gardera toutefois une participation de 49% lui donnant un droit de veto sur les questions d'intérêt national. Le protocole d'accord pour l'acquisition de SAA par Takatso a été signé en juin 2021 mais le processus de rachat n'est toujours pas finalisé.

Retour sur la 25^{ème} édition de l'Africa Tech Festival

Comme chaque année, la seconde semaine de novembre a été marquée au Cap par une série d'événements d'envergure internationale dans les secteurs des télécoms, du numérique et de l'innovation. Le salon Africa Tech Festival (AfricaCom et AfricaTech) s'est déroulé du 7 au 10 novembre 2022 en rassemblant les acteurs africains des télécommunications et du numérique. Cette 25^{ème} édition, la première en présentiel depuis 2019 a réuni plus de 20 000 personnes, dont 12 000 présentes au centre de convention du cap, CTICC. Une vingtaine d'entreprises françaises étaient présentes et exposaient, en raison notamment de la présence du pavillon Business France qui accompagnait 14 entreprises. L'Afrique subsaharienne est la région à la croissance la plus rapide pour le secteur des télécommunications, avec un taux de croissance annuel de 4,40%. Fin 2020, 495 millions de personnes, soit 49% de la population en Afrique subsaharienne étaient abonnés à des services mobiles. En Afrique du Sud, le secteur des

télécommunications suit la même tendance et représente aujourd'hui près de 6% du PIB et 100 000 emplois. Le revenu total du secteur des télécommunications a ainsi augmenté de 28,6% entre 2015 et 2021, passant de 155,7Mds ZAR (9Mds EUR) à plus de 200,2Mds ZAR (12Mds Mds EUR) en 2019.

Botswana

Jindal Steel & Power construira une centrale à charbon de 300 MW

La société indienne Jindal Steel & Power Ltd a été choisie comme soumissionnaire privilégié dans le cadre d'un appel d'offres pour la construction d'une centrale électrique au charbon de 300 MW. C'est l'unique centrale électrique à base de combustibles fossiles que le pays prévoit d'acquérir au cours des 20 prochaines années. Le Botswana dispose de 200 Mds de tonnes de ressources en charbon et le pays ambitionne de poursuivre son développement économique grâce à cette énergie, malgré les débats houleux autour de l'utilisation de cette ressource. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché une crise énergétique mondiale, stimulant la demande de charbon. Au cours des derniers mois, le Botswana a augmenté ses exportations de charbon vers l'Europe via le Mozambique et la Namibie, les deux mines en exploitation du pays cherchant à conclure de nouveaux accords.

Malawi

Le FMI approuve un programme de financement d'urgence de 88,3 M USD

Lundi 21 novembre, le conseil d'administration du FMI a approuvé un programme d'un montant de 88,3 M USD pour financer les besoins urgents du pays (nourriture, pétrole, engrais, pesticides), que le gouvernement ne peut satisfaire en raison d'une pénurie de devises. Il s'agit d'un programme de financement d'urgence (*Rapid Credit Facility*), qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative «*Food Shock Window*» (nouveau canal de financement du Fonds lancé le 5 octobre 2022, pour les pays membres qui font

face à des besoins urgents de financement de leur balance des paiements et qui sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë). Les réserves de change du Malawi sont en effet inférieures à un mois. Le pays, dont la dette est jugée insoutenable, est le premier pays à faible revenu à recevoir ce type de financement. Pour rappel, il s'agit d'une solution transitoire, dans l'attente de la conclusion d'un programme de financement plus structurel (Facilité Elargie de Crédit), toujours en cours de négociation avec le Fonds. Dans ce contexte, le conseil exécutif du Fonds envisage la mise en place d'un programme de suivi d'un an (*Staff monitored program*). Avec l'effondrement du Kwacha, les mauvaises récoltes et les répercussions de la guerre en Ukraine, le Malawi traverse une crise économique et alimentaire sans précédent. La hausse des prix menace de plonger plus 20% de la population dans l'insécurité alimentaire en mars 2023 (soit deux fois plus qu'en 2021).

📍 Mozambique

Le pays entre dans le club restreint des exportateurs de gaz naturel liquéfié (GNL)

Le 13 novembre, le président du Mozambique, Filipe Nyusi, a salué le début des premières exportations de gaz naturel liquéfié. Produite dans l'usine *offshore* de Coral Sul par le groupe italien Eni, cette cargaison signant l'entrée du Mozambique dans le club restreint des exportateurs de GNL. Sur fond de ralentissement de l'offre (guerre en Ukraine) et d'augmentation de la demande (enjeux climatiques), le Mozambique pourrait devenir à terme l'un des dix premiers exportateurs mondiaux, laissant entrevoir de belles perspectives de croissance. Il faut cependant noter que la présence de groupes djihadistes dans le nord du pays continue de peser sur l'économie nationale : en 2021, une attaque terroriste a contraint Total et le géant américain Exxon à mettre en suspens leurs projets gaziers évalués à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

📍 Namibie

Chute de la valeur boursière de ReconAfrica

En réaction aux révélations mercredi dernier selon lesquelles le gisement du puit 8-2 de ReconAfrica dans le bassin du Kavango ne recelait « pas suffisamment d'hydrocarbures », la valeur boursière de l'entreprise canadienne a chuté de 46%. Toutefois, ReconAfrica semble déterminé à poursuivre les études sismiques préalables à l'ouverture d'un autre puit 5-1 dont le forage est annoncé pour la mi-décembre. Le ministère de l'environnement namibien a en effet récemment octroyé à la compagnie pétrolière un certificat de conformité environnementale et transmis des données sismiques couvrant 1500 km.

📍 Zambie

La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,0%

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Zambia*), qui s'est réuni le 21 novembre, a décidé de maintenir son taux directeur à 9,0 %. L'institution monétaire souligne en particulier le ralentissement de l'inflation, stabilisée autour de 10 % depuis mai et qui devrait atteindre 7 % d'ici 2024. Elle mentionne également l'avancée des discussions entre créanciers quant à la restructuration de la dette zambienne, qui raffermirait la confiance des marchés. Le kwacha s'est ainsi apprécié de 6,6 % par rapport au dollar au troisième trimestre. Toutefois, selon la banque centrale, certains risques pèsent encore sur l'économie, notamment le ralentissement de la demande mondiale et la baisse du cours du cuivre, qui menacent les recettes budgétaires du gouvernement à moyen terme. Pour rappel, l'industrie minière représente le premier secteur économique du pays.